

La lutte pas finale... mais presque

Le PS tient son premier congrès doctrinal depuis 43 ans.

Les lignes de fractures devront être colmatées.

Attention : danger. Analyse avec Jean Faniel.

● Interview : **Martial DUMONT**

Jean Faniel, vous êtes directeur du CRISP. Un congrès idéologique pour un parti comme le PS, ce n'est pas rien, surtout quand on n'en a plus organisé depuis 43 ans. Selon vous, quelles seront les grandes questions qui devront être abordées si le PS veut asseoir sa refondation ?

Le rapport au pouvoir, certainement. Le PS est un parti de pouvoir. Le tout est de savoir pour y faire quoi et avec qui.

Ensuite, il y a le rapport à l'État : ce sera intéressant de voir qui aura le plus de poids entre les partisans d'un régionalisme plus poussé et ceux qui veulent garder un rôle à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Il y aura aussi la question des inégalités. Là on verra les tensions entre l'aile sociale-démocrate, et l'aile plus à gauche partisane du maintien de la lutte des classes dans l'ADN du parti. Enfin, il y aura la question des pratiques, après les affaires Publifin et Samusocial. Mais pas que : depuis le dernier congrès idéologique, il y a eu les affaires Inusop, Augusta, Charleroi... Là aussi il y aura des tensions. Qui existent déjà d'ailleurs : on l'a vu pendant l'été, lorsque le

« Si Di Rupo est remis en cause, ce ne sera pas frontalement. La

vague de protestation est passée. »

parti s'est divisé sur la question du décumul intégral.

À vous entendre les lignes de fractures à l'intérieur du parti sont grandes. Vous pensez que ce congrès doctrinal pourrait éveiller des risques de scission du PS ?

Il y a des sensibilités différentes. Mais ça reste une grosse machine. Et puis, l'Histoire a montré que depuis la création du POB (Parti Ouvrier Belge) en 1885, très peu de scissions ont réussi. La dernière a mené à la création du Parti communiste entre 1919 et 1921. Et encore c'était très limité. Le PS a une grande capacité à garder ses morceaux ensemble...

Durant ce congrès, croyez-vous que la question du chef sera posée ? En clair, Elio Di Rupo sera-t-il sur la sellette ?

Ce n'est pas certain. Et si c'est le cas, ce ne sera pas en frontal. Je pense que la vague de contestation est passée. Ils ont trouvé un *modus vivendi* au sein du parti. D'ailleurs, vous aurez noté que personne ne se bouscule actuellement au portillon pour remplacer Di Rupo.

Pourquoi ?

Ils attendent de voir ce que va donner ce congrès, l'évolution du parti et le résultat des deux élections de 2018 et 2019. Et puis, Paul Magnette, le successeur naturel, a bien compris qu'il n'avait pas intérêt à y aller maintenant : si le PS triomphe électoralement, il reprendra un parti en ordre de marche. S'il se plante, on dira que Di Rupo est responsable et Magnette arrivera comme l'homme providentiel.

Ce congrès, c'est un moment fondamental ou une simple étape dans l'évolution du PS ?

Si la montagne accouche d'une souris, c'est vrai que ça risque de créer un malaise. Mais d'un autre côté, ils savent très bien que ce n'est pas un seul congrès qui peut tout changer. Je crois qu'ils vont tenter de trouver un équilibre entre la souris et la montagne.

Ce n'est donc pas le congrès de tous les dangers pour les socialistes ?

C'était plus le cas en juillet. Aujourd'hui, que le PS a été éjecté en Région wallonne, il semble que le futur soit plus balisé. Ce qui n'était pas le cas quand il était sur un siège éjectable. ■

Une vraie « mise au vert » pour le PS

Un nouveau manifeste, 170 engagements et un consensus sur le tout : c'est le menu du PS ce dimanche. Sinon, quoi de neuf depuis 1974 ?

● **Pascale SERRET**

La dernière fois que les socialistes se sont demandé « *c'est quoi, être socialiste ?* », c'était lors du dernier congrès idéologique, les 16 et 17 novembre 1974 à Bruxelles. À l'époque, pas de PS mais un parti unitaire : le PSB.

Le nouveau projet de « manifeste du parti socialiste » est donc sur la table du congrès de ce dimanche à Liège. Tout comme les « 170 engagements pour un futur idéal », fruit de plus de 2 ans de réflexion autour du fameux « Chantier des Idées » lancé par Elio Di Rupo en 2015 : de la régulation du cannabis à l'obligation scolaire dès 3 ans en passant par la codécision en entreprise, l'augmentation de toutes les allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, le bien-être animal ou la télémédecine... Toutes les fédérations ont marqué leur accord tant sur le manifeste

que sur les 170 engagements. Et c'est déjà une prouesse en soi.

Sinon, entre 1974 et 2017, qu'est-ce qui a vraiment changé ?

1. Quaregnon : la base

Les deux congrès, celui de 1974 et celui de 2017, réaffirment leur attachement à la charte de Quaregnon de 1894, le socle fondateur. Le capitalisme reste l'ennemi. Le PS se pose en alternative.

2. Écosocialisme

Le PS est en pleine cure de verdissement, si on en croit le manifeste de 2017 où un nouveau mot surgit : écosocialisme. « *L'environnement est un bien commun. Le socialisme est par essence écosocial. L'écosocialisme associe à la fois les idéaux environnementaux et sociaux* ». Mais à bien y regarder, l'environnement était déjà une préoccupation dans le manifeste de 1974. Au chapitre « *rejet du capitalisme* », on peut lire que « *la recherche exclusive du profit conduit à l'exploitation désordonnée des richesses naturelles et leur gaspillage menace de rompre l'équilibre indispensable entre l'activité humaine et les exigences de la nature* ». On s'inquiète de la « *pollution des fleuves, des mers, de l'atmosphère et du sol* ».

3. Régionalisme

En 1974, les socialistes toujours

unis dans le PSB n'en considèrent pas moins « *comme une tâche essentielle la réduction des déséquilibres régionaux. À cette fin doivent être créées des institutions régionales dotées de pouvoirs leur permettant de décider de l'orientation dans les domaines économiques et sociaux les concernant* ». Quelques jours après ce congrès, le 26 novembre 1974, le

Conseil régional wallon tient d'ailleurs sa 1^{re} séance, où ne siègent que des sénateurs. En 2017, le fait régional est acquis. En soi, il est présent à chaque ligne. Mais on digère toujours la 6^e réforme de l'État.

4. Indépendants

En 1974, on peut s'en étonner, mais le PSB évoquait déjà son soutien aux « *indépendants et aux petites entreprises* », parce que ceux-ci ne pouvaient pas être « *abandonnés aux abus du capitalisme et plus particulièrement des multinationales* ». En 2017, les socialistes « *encouragent les initiatives personnelles et l'esprit d'entreprendre* ». C'est d'ailleurs un des 170 engagements soumis aux militants ce dimanche : la mise en place d'un « *service d'aide juridique, comptable et de gestion permettant un accompagnement gratuit à tous les entrepreneurs* ». En plus d'un soutien accru aux PME et TPE. ■